

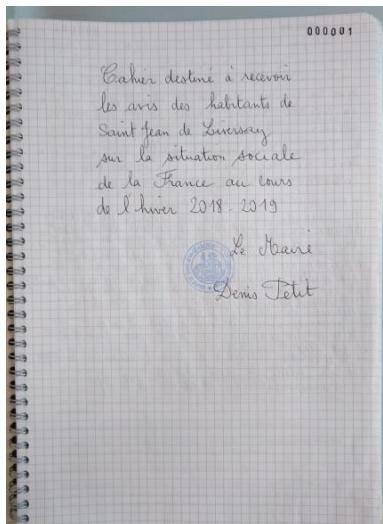
Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime
par Marie-Anne Chabin, 2024-2025

Saint-Jean-de-Liversay

code INSEE : 17349

2953 habitants

Communauté de communes Aunis Atlantique



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W340) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier grand format à spirale, petits carreaux, 180 pages.

Couverture : nom de la commune au crayon.

Titre (page de garde) : « Cahier destiné à recevoir les avis des habitants de Saint-Jean-de-Liversay sur la situation sociale de la France au cours de l'hiver 2018-2019 », tampon.

Cahier clos le 20 février 2019.

10 contributions.

— au sujet de la justice sociale.
Je demande à ce que la retraite de l'assurance
retrouve sa 1^{re} part dans le calcul de l'impôt
sur le revenu. C'est-à-dire, de séparer les retraites
de l'assurance, mais n'étions pas imposables (petites
retraites) au décès de mon mari ; où me déclare
imposable (puisque je me retrouve qu'avec 1/2 part
il est injuste de reconnaître la retraite de l'
assurance, pour l'imposition, mais pas pour le
calcul de la 1^{re} part pour pouvoir d'achat, les

La Transition Ecologique : Les thèmes avancés par l'Etat ne veulent pas dire grand-chose posés tel quel. Il faut séparer le neuf de l'existant.

Haussez 2012 - Compte Technique + 23% - Malus Pt + 5% - Prorogé + 13%
CGE + 21% Carburant + 12% Fluorure + 5% Abattement Buse + 3%
Frais Bancaires + 13% Gaz + 7% <rc>
Alors qu'il aurait FAUT COMMENCER PAR :

- Supprimer les Frais d'accès aux Dépôts des Pêches et leurs enfant
- Diminuer l'Aide Médicale d'Etat de 3 au lieu de 5 pour les réfugiés, AIDE AT
- Diminuer les cotisations pour les retraites de 500 à 400 RIS
- Diminuer les cotisations de l'assurance maladie 800 employeurs pour le président
- Supprimer la pataugeoire, ouvre une fois à celle
- Retirer la chômage, ouvre une fois à celle

Le pouvoir d'achat est le nerf de la crise économique
que nous traversons en ce moment. La bague à 1€
le bilboe à + d'1 € le pain, d'une salade 1€ une

Lorsqu'on veut imposer certaines règles aux citoyens, il faut d'abord se les imposer à soi-même.

UN GAULOIS REFRACTAIRE.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 8 lignes, 66 mots (homme)

Bonjour, je suis M. [Nom Prénom]. J'ai une pension d'invalidité avec laquelle je dois vivre. De nos jours, il est de plus en plus dur de trouver du bois de chauffage à un prix raisonnable depuis l'arrêt de la vente de la scierie de Luché ainsi que l'augmentation de la taxe d'habitation. Les poubelles sont à un prix élevé. Veuillez prendre en considération mes doléances. Cordialement, M.[Nom]

2. Manuscrit, 15 lignes, 117 mots (femme)

- Au sujet de la justice sociale.

Je demande à ce que la retraite de réversion retrouve sa ½ part dans le calcul de l'impôt sur le revenu (arrêtez d'étrangler les retraitées). À deux nous n'étions pas imposables (petites retraites). Au décès de mon mari, on me déclare imposable (puisque je me retrouve qu'avec 1 part) ; il est injuste de reconnaître la retraite de réversion pour l'imposition mais pas pour le calcul de la ½ part.

- Pour ce qui est du pouvoir d'achat, les prix à la consommation n'ont cessé d'augmenter d'une façon exorbitante.

- Il y a des économies à faire (moins de politiques et la baisse de leurs salaires).

En espérant être entendue. Mme [Signature]

3. Dactylographié (3 pages collées), 95 lignes, 1314 mots (homme)

Monsieur [Prénom NOM, adresse]

73 ans, citoyen retraité dans une petite commune rurale.

Le Grand Débat National : Pour qui, pour quoi ? Nous n'avons en face de nous personne pour débattre, c'est donc un leurre pour égarer le peuple et laisser croire qu'il y est associé. Ne serait-il pas le rôle des députés de venir débattre dans les circonscriptions et ensuite faire la synthèse des revendications recueillies ? Ceci montre bien que comme tous les grands rapports qui ont été réalisés jusque-là, celui-ci terminera au fond d'un tiroir et le gouvernement fera ce qu'il veut.

NE PRENEZ PAS LES CITOYENS POUR DES DINDONS !! Nous avons très bien compris la manœuvre. Pourquoi le peuple est fâché avec ses élus ???

Nous en resterons donc aux revendications :

Le Pouvoir d'achat. À défaut de ne pas l'augmenter, au moins le maintenir, mais ne pas l'amputer pour certains comme les retraités, pendant que d'autres se gognent au niveau du gouvernement comme Marlène SCHIAPPA qui augmente ses collaborateurs de 6 000 € à 9 000 €, pour elle-même, on ne sait pas. Ça ne passe pas. Il faut changer le mode de calcul de l'INSEE qui ne veut rien dire et ne reflète pas le réel pouvoir d'achat des citoyens. Ne devrait être pris en compte que les produits que l'on consomme régulièrement. Les biens d'équipement que l'on acquiert tous les 10 ans n'ont rien à faire dans le calcul, ils faussent le résultat.

Le retour de l'ISF. Si l'on considère que des retraités à 2500 € doivent contribuer par l'augmentation de la CSG de 1,6 % sur leurs pensions, il serait juste que ces gens "nantis" participent aussi. Il faut alléger le bas du barème pour qu'il soit un peu moins abrupt pour les moins fortunés et alourdir pour les très très riches qui sont actuellement plafonnés, qui bénéficient de niches fiscales et de crédits d'impôt. Ils optimisent leurs impôts et ne paient pas en France ce qu'ils devraient. Donc justice à ce niveau-là. On en a assez des actionnaires qui s'engraissent sur le dos des salariés, qui vont mettre leur argent dans les paradis fiscaux au lieu de réinjecter dans l'économie française. En plus, ce n'est pas la peine de vouloir opposer les salariés entre eux et les retraités que l'on cherche à exclure de

tout, sauf à les ponctionner par des impôts injustes supplémentaires dont l'utilisation faite par l'État est parfois contestable.

Les dépenses de l'État sont-elles toujours justifiées dans les temps difficiles actuels ?

Pourquoi la France avec 66 000 000 d'habitants a 35 ministres et secrétaires d'État alors que l'Allemagne avec 85 000 000 d'habitants gouverne avec 15 ministres ?

On peut donc faire une grosse économie de ministres et du budget.

Avons-nous besoin de 577 députés ? **NON**, on peut allègrement réduire de 40 % soit 350 députés et réduire les attachés à 2 collaborateurs, 1 à l'assemblée et 1 en permanence locale, l'économie serait substantielle, même en mieux rémunérant les collaborateurs.

Selon la définition du statut du député : Le député est libre et indépendant. Il n'a donc pas à appartenir à un groupe et respecter la dictature du groupe au moment d'un vote, il lui appartient de voter en son âme et conscience. Même en étant dans le même groupe, un député d'une zone rurale n'aura pas la même problématique qu'un député d'une grande métropole et il doit représenter les citoyens de sa circonscription, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, dont un certain nombre d'entre eux ne sont que des députés "godillots", donc inutiles.

Pour le vote « blanc ». Pour que les citoyens participent activement à la vie politique, le vote "blanc" doit être reconnu comme un vote exprimé et le peuple doit être représenté dans toute sa diversité, ce qui implique que la proportionnelle soit appliquée en totalité, n'en déplaise à certains, c'est aussi cela la justice et l'égalité.

Une immigration contrôlée. Si la France est une terre d'accueil, elle doit aussi fixer clairement ses critères, ses coutumes, ses traditions. Quiconque veut venir en France doit s'y conformer scrupuleusement, sinon, il doit repartir d'où il vient et en l'y forçant si nécessaire. Celui qui vient s'installer en France doit impérativement subvenir aux besoins de sa famille et ne pas être au crochet de l'État-providence français.

Les 80 km/h à revoir. Les 80 km/h partout c'est une grosse "connerie" de technocrates et le gouvernement n'a écouté que quelques lobbyistes. Il faut adapter la vitesse où c'est nécessaire et le département est certainement le plus apte à connaître les endroits dangereux, mais pas l'État.

Le contrôle technique à revoir. L'usure d'un véhicule est liée au nombre de kms que l'on fait et non à l'âge du véhicule. Faire un contrôle tous les 2 ans pour un véhicule qui roule 5000 kms par an est une aberration et pénalise fortement les retraités qui roulent en général peu et ont de petits moyens. Un contrôle tous les 25 à 30 000 kms ou 5 ans serait suffisant. Alors que par ailleurs certains font 100 000 kms en 2 ans, les gros rouleurs devraient avoir un contrôle tous les ans.

La transition écologique. Les thèmes avancés par l'État ne veulent pas dire grand-chose posés tels quels. Il faut séparer le neuf de l'existant.

Pour le neuf. Il y a plein de solutions performantes pour isoler et se chauffer, sans oublier que plus on impose des normes contraignantes, plus on augmente les coûts et on diminue le nombre de clients potentiels. Selon les statistiques, il se construit environ 500 000 logements neufs par an. C'est peu au regard des 26 000 000 de logements qu'il y a en France. Si on déduit les 7 500 000 logements de moins de 15 ans, il reste encore 18 500 000 logements anciens.

Dans l'existant, on ne peut pas tout casser et les solutions coûtent très cher, bien au-dessus des moyens de bon nombre de personnes, malgré les aides, le reste à charge est encore trop important.

Les citoyens des zones rurales sont très pénalisés, car ils n'ont que la voiture comme moyen de déplacement et ceci entièrement à leur frais. Alors qu'une partie de leurs impôts finance les moyens de locomotion de PARIS et grandes villes. Les usagers des moyens de transports parisiens ne paient

pas le coût réel du service, le complément est financé par l'État. Double peine, le rural finance une partie pour les Parisiens et finance la totalité pour lui-même.

L'État, depuis des décennies, a fauté dans l'aménagement du territoire. Peut-on revenir en arrière ??

Avis de citoyen sur la prime que l'État va verser aux agents du fisc pour la mise en place de l'impôt à la source.

Une question se pose : est-ce que pour cette activité qui fait partie de leur fonction, ces agents ont réalisé des heures supplémentaires ?

Si OUI -> Prime justifiée.

Si NON -> Cette prime n'est pas justifiée.

Voilà la justice, on ne comprend pas du tout, il ne doit pas y avoir plusieurs catégories de citoyens.

Pourquoi une grosse majorité de Français ont une certaine méfiance vis-à-vis des élus ?

Alors que nos dirigeants vont souvent chercher des exemples à l'étranger pour nous faire avaler des pilules plus ou moins amères, notre classe politique ferait bien de prendre pour exemple l'éthique des dirigeants des pays scandinaves, le budget de la nation y trouverait son compte.

Parce que ceux-ci, une fois élus ne respectent pas leur électoralat et les citoyens. Ils font ce qu'ils veulent et en plus ils se garent au détriment des citoyens. À partir des députés et en remontant, pour une majorité d'entre eux, on ne trouve que cynisme, avidité du pouvoir et les émoluments qui vont avec et incomptance pour certains, ce qui arrange bien le gouvernement pour faire passer les lois qu'ils veulent.

Lorsqu'on veut imposer certaines règles aux citoyens, il faut d'abord se les imposer à soi-même.

UN GAULOIS RÉFRACTAIRE.

[Signature]

4. Manuscrit (1 page collée), 47 lignes, 511 mots (couple)

M. et Mme [NOM, adresse]

Hausse 2018. Contrôle technique + 23 % - Mutuelle + 5 % - PV parking + 130 % - CSG + 2,1 % - Carburant + 12 % - Assurance + 5 % - Abonnement bus + 3 % - Frais bancaires + 13 % - Gaz + 7 %, etc.

Alors qu'il aurait FALLU COMMENCER PAR :

Supprimer les frais d'obsèques aux députés, leurs femmes et leurs enfants.

Supprimer l'Aide Médicale d'État coûtant 3 milliards pour les réfugiés, CMU, RSA, ATA, etc.

Diminuer drastiquement les effectifs du Sénat, réduire ministres et secrétaires d'État.

Diminuer les effectifs de l'Élysée, 800 employés pour le président.

Supprimer les avantages aux anciens présidents.

Supprimer de plus de moitié les députés ; 200 suffisent (CSG votée par 57 personnes sur plus de 500 : où étaient-ils ???) Trop payés.

Mettre un pointage à l'Assemblée nationale.

Interdire le cumul des mandats et des retraites.

Retraites limitées à 10 000 €.

Pour les non-réélus, supprimer protection policière, chauffeur, etc.

Réduire le nombre de parlementaires européens et les fonctionnaires fantômes.

Avant de quitter le navire, pas de distribution de postes aux amis.

Suppression de la CMU à certaines catégories (sans papiers, migrants).

STOPPER le paiement des retraites aux étrangers morts ; exiger un certificat de vie comme pour les Français.

SUPPRESSION des retraites versées aux étrangers arrivant en France à 65 ans sans jamais avoir cotisé, 1400 € pour un couple alors que beaucoup de Français ont moins après avoir cotisé.

Réduction drastique du train de vie des soi-disant ÉLITES ?

Les vies dans nos palais coûtent une fortune ; ils sont déconnectés. Train de vie insensé, cuisine 4 étoiles, bouquets de fleurs de concours, moquette de l'Élysée, + 520 000 de vaisselle, etc.

Messieurs les élus, mettez la main à la poche au lieu de prendre l'argent des pauvres.

70 milliards en 2018 pour les migrants et les sans papiers.

ATTENTION : dans les bateaux de fortunes, il n'y a que des hommes et des jeunes ; ils ont abandonné femmes et enfants après leur avoir pris l'argent. C'EST UN CHEVAL DE TROIE, attention à ce que 93 % des votants issus de l'étranger ont voté MACRON !!!!, dixit Mohamed SABAoui, arabe à l'université catholique de LILLE.

Tout cet argent ainsi que les gros dividendes des grands actionnaires permettraient de passer le SMIC à 1500 € nets, sans que cela coûte un sou à la pauvreté française et à la classe moyenne ; il faut réguler les salaires et avantages de nos politiques en faisant une véritable purge des gens en situation irrégulière, cela libérerait les nombreux logements et bonnes places.

CROATIE. La présidente a vendu l'avion présidentiel et les 38 Mercedes des ministres, et coupé les salaires de moitié. Ils vont au travail à leurs frais, elle a remis l'argent dans les caisses de l'État.

NORVÈGE. Pas de luxe dans l'État, cantine à 7 € le repas, à leurs frais.

À MÉDITER. QUE VOULONS NOUS, LA RÉVOLUTION OU LA CROISSANCE ? (dans les usines, les non-rentables sont virés.

On a élu un président pour mieux vivre.

[Signature]

[Signature]

5. Manuscrit (3 pages), 70 lignes, 510 mots (homme)

M. [NOM Prénom, adresse] bénéficiaire de l'AAH

Le pouvoir d'achat est le nerf de la crise économique que nous traversons en ce moment. La baguette 1 €, le timbre à + d'1 €, le prix d'une salade 1 € environ. Tout ça, lorsqu'on a de faibles revenus, c'est difficile de terminer le mois sans être à découvert. L'Aunis est aussi un désert médical, manque de généralistes, de dentistes et bien souvent il faut faire des kms à la ronde et attendre patiemment deux mois minimum pour avoir un RDV chez le dentiste, si en plus il faut y retourner souvent cela augmente des frais d'essence. Saint-Jean-de-Liversay est devenue au fil des ans une cité-dortoir car pour aller travailler il faut se rendre sur le bassin de La Rochelle et Niort, et même parfois à Rochefort. Les formations proposées par l'AFPA ont lieu à Niort et à Rochefort. Les mutuelles et les assurances augmentent leurs tarifs très rapidement. Pour ma part, j'ai 54 ans et pour la santé cela finit par coûter cher. Donc, par conséquent, cela devient difficile de se soigner même pour moi qui suis bénéficiaire l'AAH et par ma mutuelle j'ai droit à l'ACS. Malgré tout, en cumulant les dépenses et les recettes il ne me reste pas grand-chose pour vivre décemment. Une voiture est indispensable pour aller travailler, faire ses courses et prendre soin de sa santé. Un tarif social pour les réparations, l'entretien, serait envisageable.

L'ISF devrait être maintenu ou alors trouver un système analogue sans pénaliser ces Français qui placent leur argent dans les paradis fiscaux tels que le Luxembourg ou encore les îles Caïman et bien d'autres encore...

Les transports en commun sont inexistant ou très mal desservis, mis à part La Rochelle.

Je pense aussi aux retraités qui touchent une retraite de "misère", il serait bien de réactualiser tout ça. Car bientôt ce sera moi qui serai à la retraite et nos enfants et petits-enfants, qu'auront-ils ?

Bénéficier de la prime de Noël pour tous les bas revenus inférieurs à 1000 € et non pas uniquement pour les RSA.

Les banques pratiquent des tarifs très élevés en cas de problèmes financiers mais aussi pour recevoir 1 relevé par mois je suis tarifé à 3,50 € la feuille, la carte bancaire 10 € prélevés tous les mois ; à la fin de l'année c'est un beau "magot" que celles-ci prélèvent.

Toutes les administrations sont sous la coupole d'Internet mais pour les personnes âgées, et même à la cinquantaine, cela est de plus en plus difficile de se connecter.

Supprimer les contrats "PEC", anciennement CUI-CAE, car les patrons abusent du système et n'embauchent plus personne en CDD et encore moins en CDI vu la conjoncture actuelle.

Supprimer les avantages dont bénéficient les députés et sénateurs comme par exemple le train illimité dans les kms, etc.

Supprimer également les chèques-cadeaux dont bénéficient certains salariés dans les grosses boîtes style EDF, GDF, SNCF, etc.

Voilà, M. le Président et son gouvernement, vous avez beaucoup de réformes à appliquer.

Bon courage pour la suite. Merci de donner la parole aux plus démunis.

[Signature]

6. Dactylographié (collé), 10 lignes, 120 mots (femme)

Le lieu où on réside crée des racines de vie. L'économique est une des conséquences de la qualité des racines.

À St-Jean la vie collective n'est pas facilitée - son bâti n'aide pas et la nature est bétonnée, formatée...

Je propose :

1 - d'organiser une foire aux idées pour toute la population : espace café chaleureux + des petits cadeaux pour les enfants + un crieur rigolo + un vote à mains levées + on retient une idée pour l'année à venir + chaque année on recommence.

2 - de créer un espace convivial devant la mairie (càd jeux pour enfants et bancs sympas pour papoter intergénérationnel).

L'espace devant la mairie est austère et dégage une impression de pouvoir.

P/O [manuscrit] [Prénom Nom dactylographié] [Initiales]

7. Manuscrit, 12 lignes, 67 mots

23/01/19

Il serait bien d'envisager pour les personnes âgées ou à mobilité réduite un service pour venir prendre les bouteilles et papiers qui s'avèrent très lourds à porter jusqu'aux poubelles publiques. Une aide

également pour rentrer et sortir les poubelles sur le trottoir serait précieuse pour les mêmes personnes.

On dit que les facteurs pourraient avoir des attributions complémentaires à la distribution du courrier.

Pourquoi pas celle-là ?

[Signature]

8. Manuscrit, 15 lignes, 141 mots (homme)

Au niveau local, je souhaite :

- Limitation à 30 km/h sur la rue Saint-Jean du garage Renault jusqu'aux écoles direction Choupeau.
- Possibilité de mettre les papiers dans la poubelle jaune comme dans la plupart des régions.
- Ramassage du verre dans les poubelles à couvercle vert comme il se pratique dans de nombreuses régions.

Au niveau national :

- Réforme de la fiscalité, en particulier pour limiter la fraude et l'optimisation fiscale.
- Allocations familiales en fonction des revenus afin de permettre pour le 1^{er} et 2^e enfant de bénéficier des meilleures conditions de vie et d'éducation. Augmentation des allocations pour les 2 premiers enfants qui permettent le renouvellement de la population. À partir du 3^e enfant, jouer essentiellement sur les parts fiscales.
- Investir encore plus dans l'éducation et la formation permanente.

À votre disposition pour en discuter.

[Prénom NOM] [Signature]

31/01/2019

9. Manuscrit, 9 lignes, 62 mots (femme)

Au nom de toutes les veuves retraitées, je demande à ce que la ½ part sur la retraite de réversion soit rétablie dans le calcul de l'impôt sur le revenu ! « Au nom de la justice sociale ».

Les retraitées d'aujourd'hui ont été les actives d'hier (tout en élevant des enfants, certains pour la patrie).

Des citoyennes qui voteront demain !

Mme [Signature]

Le 5/01/2019

10. Manuscrit, 18 lignes, 139 mots

Le 11/02/2019

Un calcul sournois pour nuire aux retraités

La désindexation des retraites sur l'inflation provoque à court terme une forte baisse des retraites.

À raison de 2 % par an, cela entraînera une baisse d'environ 10 % après 5 ans, etc., et autant de possibilités d'économie en moins pour leur fin de vie.

Mourir dans la dignité

Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul(e), je ne veux pas [que] qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin ni famille ni religieux...

Il faut absolument et rapidement une loi claire, nette et précise sur la fin de vie respectueuse des volontés et des consciences de chacun.

Nous ne voulons pas languir dans un EHPAD pour enrichir des actionnaires et être encore une charge de plus pour nos enfants.

[Signature]

Cahier clos le 20/02/2019 à 17h00, La secrétaire [Signature, Nom, Tampon de la commune]

[FIN]